

Note stratégique



Protéger les élections canadiennes à l'ère de l'ingérence

Jacob D. Tuckey

Introduction

La militarisation de l'information contre les démocraties est devenue une caractéristique de la compétition géopolitique moderne. Au cours de la dernière décennie, des pays du monde entier, [dont le Canada](#), ont été [la cible](#) d'opérations d'influence de la part de régimes autoritaires cherchant à saper la confiance dans les institutions publiques. Les tactiques utilisées pour atteindre cet objectif varient considérablement, mais [font souvent appel](#) au [financement illicite](#) des campagnes, à la [manipulation des communautés de la diaspora](#) et à la propagation de la désinformation en ligne. Les résultats liés à ces opérations comprennent l'élévation de la rhétorique polarisante au rang de politique dominante, [l'augmentation des tensions ethniques](#) et le déclin de l'engagement civique.

Ces conditions ont eu un impact sur la légitimité publique des institutions, limitant la capacité des élus à gouverner efficacement. Au Canada, la présence d'une ingérence étrangère depuis 2019 a suscité de vives inquiétudes parmi les citoyens de tous bords politiques, ce qui a donné lieu à un vaste débat et à une enquête publique. Au milieu de la [prorogation controversée](#) du parlement et de la colère généralisée sur les [questions économiques](#), la campagne électorale fédérale canadienne de ce printemps est très susceptible d'être ciblée par des acteurs malveillants ayant intérêt à déstabiliser le pays. Il s'agit notamment d'une Russie revancharde cherchant à diviser l'OTAN, d'États désireux d'exercer une influence sur leur diaspora, comme l'Inde ou la République populaire de Chine (RPC), et même d'éléments populistes basés aux États-Unis.

Compte tenu de la forte probabilité d'ingérence, le gouvernement du Canada doit mettre en œuvre une réponse solide aux campagnes d'influence étrangères et sécuriser ses processus démocratiques. Le présent rapport d'orientation présente les différentes menaces dans le cadre d'une évaluation globale, définit les impératifs politiques d'une stratégie d'atténuation et énumère plusieurs recommandations.

Profils des menaces

Fédération de Russie

Le Kremlin a fait de la délégitimation du modèle libéral-démocratique un élément clé de sa stratégie dans ce que l'on appelle l'« étranger proche » et a étendu cette pratique aux États occidentaux au cours de la dernière décennie. Jusqu'à présent, l'attention portée au Canada a été modeste par rapport aux efforts déployés aux États-Unis et en Europe. Toutefois, à mesure que la guerre russo-ukrainienne [s'engage dans des négociations précaires](#), il ne fait aucun doute que le Kremlin aura pour priorité de cibler les principaux membres de l'OTAN.

Les tactiques employées par le régime de Poutine consistent généralement en des opérations de désinformation déployées dans la région euro-atlantique. Historiquement, Moscou a développé un appareil médiatique d'État pour diffuser du contenu dans les langues européennes, en investissant considérablement dans des [entreprises telles que *Sputnik News* et *Russia Today*](#). Toutefois, comme ces médias ont été soumis à de nouvelles restrictions légales en raison de leur étroite affiliation avec le Kremlin, Moscou s'est adapté en redoublant le [recrutement secret de personnalités locales](#) pour promouvoir des récits favorables au Kremlin. Parmi les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec la Russie figurent des [journalistes](#), [d'anciens représentants des Nations unies](#) et même des [partis politiques](#) dans divers pays occidentaux.

L'exécution des campagnes de désinformation par Moscou a largement bénéficié de la pénétration des médias sociaux et de [l'absence de réglementation](#) dans la région euro-atlantique. Grâce aux médias sociaux, le Kremlin a réussi à propager de nombreuses théories du complot et à se faire passer pour des membres de la société civile américaine afin d'amplifier son discours. Pour ce faire, il a toujours eu recours à des [profils synthétiques de médias sociaux](#) et a récemment commencé à intégrer l'intelligence artificielle générative (IA) pour [fabriquer des preuves visuelles](#). Les plateformes de désinformation sont généralement très médiatiques, comme Facebook, X (Twitter) et Instagram. Compte tenu de la nature évolutive du vecteur de la menace russe, il est essentiel que le Canada reste vigilant quant à son impact sur les prochaines élections.

République populaire de Chine (RPC)

Fort d'une présence dans le Pacifique et d'une importante diaspora chinoise, le Canada est devenu une cible privilégiée de l'ingérence de la République populaire de Chine. Utilisant à l'origine des [cyberattaques présumées](#) et des [opérations de blanchiment d'argent](#), la stratégie a évolué pour incorporer des outils tels que l'instrumentalisation des plateformes et la répression transnationale. Les tentatives de Pékin d'influencer les processus politiques canadiens ont été largement documentées dans le cadre [d'une enquête publique](#), notamment lors des campagnes électorales fédérales de 2019 et 2021.

En raison des restrictions imposées par la RPC à l'utilisation d'Internet, un écosystème parallèle d'applications parrainé par l'État a vu le jour, notamment le service de messagerie WeChat. En tant qu'application de prédilection de la population chinoise, WeChat [est restée utilisée par les communautés de la diaspora](#) pour garder le contact avec les membres de leur famille vivant sur le continent. En conséquence, l'application est devenue un outil efficace de répression de l'influence pour la RPC, utilisée dans des campagnes de diffamation contre [plusieurs politiciens canadiens](#) de [premier plan](#) et pour tenter d'interférer dans les élections.

En s'appuyant sur cet appareil numérique largement adopté, les services de renseignement chinois ont pu mener des campagnes secrètes sur le sol étranger pour diffuser de la [désinformation](#) et faire taire les dissidents, en ciblant tout particulièrement la diaspora au Canada. Les cibles du harcèlement et de l'intimidation ont largement inclus des activistes prodémocratie et des droits des minorités qui critiquent vocalement le Parti communiste. En outre, le gouvernement du Canada s'est inquiété de l'éventualité d'une [poursuite extralégale](#) de dissidents par des agents de la RPC sur le sol canadien.

Bien que l'impact des opérations de la RPC sur les élections canadiennes ait été [minime](#) en dehors des circonscriptions individuelles, on peut soutenir qu'il a affecté l'opinion publique et le discours politique. Par exemple, des allégations [réfutées](#) de trahison [de parlementaires](#) ont été utilisées par des politiciens canadiens pour attaquer des opposants et continuent de circuler sur les médias sociaux. Ainsi, bien que l'ingérence n'ait [peut-être pas atteint son objectif premier](#), à savoir influencer les résultats électoraux, elle a contribué à ébranler dans une certaine mesure la confiance du public dans les personnalités politiques. Le Canada devrait donc accorder la priorité à l'élaboration de mesures de protection contre les actions chinoises lors des prochaines élections fédérales.

République de l'Inde

La stratégie suivie par l'Inde pour influencer les processus politiques canadiens présente de nombreuses caractéristiques communes avec celle de la RPC, notamment en ce qui concerne l'exploitation de la diaspora. Cependant, alors que la RPC cherche à s'ingérer à l'étranger au nom de la limitation, voire de l'écrasement, de la dissidence, la stratégie indienne vise plutôt à renforcer sa position mondiale et sa sécurité intérieure. Pour ce faire, elle cultive des liens avec des hommes politiques canadiens et cible des groupes nationalistes tels que le [mouvement sikh du Khalistan](#).

En tant que société fièrement multiculturelle, le Canada a une [longue tradition politique d'ouverture aux minorités](#). Toutefois, la ligne de démarcation entre la sensibilisation et l'entretien est devenue floue ces dernières années, à mesure que la question de l'ingérence étrangère devenait de plus en plus controversée. Les hommes politiques ayant des liens avec la communauté sont souvent critiqués pour leurs opinions sur les politiques du gouvernement indien et doivent donc faire face à [une opposition pro-Modi organisée](#). Par exemple, les [allégations d'ingérence](#) dans la course à la direction du Parti conservateur en 2022 étaient liées à un différend entre un candidat et le Premier ministre indien, Narendra Modi.

Toutefois, l'aspect le plus controversé de la stratégie d'influence de l'Inde au Canada est son approche du mouvement du Khalistan. Le Canada, qui compte la plus grande population de sikhs en dehors de l'Inde, est [le théâtre d'un activisme séparatiste](#) qui reste un point de discorde dans les relations bilatérales. Les tensions ont atteint un point d'ébullition en 2023, lorsqu'un dirigeant nationaliste sikh a été [assassiné sur le sol canadien](#) par des ressortissants indiens prétendument liés au gouvernement de New Delhi. Cet événement s'inscrit dans la lignée des [campagnes médiatiques anti-sikhs](#) menées sur les réseaux sociaux de la diaspora, qui ont récemment [attisé les tensions](#) entre les Canadiens ayant des liens avec la région. Compte tenu du risque d'inflammation accrue des tensions sectaires et de soutien occulte à des candidats politiques, l'ingérence étrangère de l'Inde constitue [une menace](#) pour la sécurité nationale du Canada.

Éléments populistes aux États-Unis

Le retour de Donald Trump dans le bureau ovale a provoqué l'apparition d'un fossé diplomatique entre le Canada et les États-Unis. Des accusations de pratiques commerciales déloyales aux ouvertures annexionnistes, les forces populistes aux États-Unis se sont attaquées au Canada dans leur réaligement de la politique étrangère américaine. Cela dit, il convient de noter que les efforts d'annexion n'ont pas eu beaucoup de succès et que [la proposition reste impopulaire](#) auprès de l'électorat américain. Cependant, l'existence d'une [sphère médiatique populiste](#) soutenant le président Trump présente un risque qui ne peut être ignoré, étant donné sa présence étendue sur de nombreuses plateformes de médias sociaux basées aux États-Unis et populaires au Canada.

Ces dernières années, le populisme de droite aux États-Unis a tenté de faire des incursions dans l'environnement politique canadien, avec un succès modeste. Bien que les Canadiens [ne se soient pas encore ralliés au président Trump lui-même](#), plusieurs mouvements politiques, dont la manifestation du *Freedom Convoy* de 2022, ont reçu le [soutien manifeste](#) de divers hommes politiques américains, [y compris de M. Trump](#). Face à la réaction des forces de l'ordre canadiennes aux manifestations, certains partisans américains du convoi ont commencé à [discuter activement de la « libération » du Canada par la force militaire](#). Les [critiques intenses](#) à l'encontre du gouvernement Trudeau se sont également poursuivies après l'acquisition, fin 2022, de la plateforme de médias sociaux Twitter (aujourd'hui X) par Elon Musk, qui [a soutenu le convoi de manière véhémement](#).

Dans l'environnement médiatique actuel, les populistes de droite américains amplifient leur rhétorique contre la souveraineté canadienne, cette fois avec le [soutien tacite](#) de l'exécutif. Par exemple, la démission du Premier ministre Justin Trudeau a offert à ces populistes une occasion unique de laisser entendre que les libéraux au pouvoir se préparent à [voler les élections](#) et à exacerber les tensions politiques. Alors que le Canada entame sa campagne électorale, il est clair que ce type de rhétorique ne fera que s'intensifier et que les décideurs politiques doivent immédiatement commencer à se préparer à une coercition accrue au sud de la frontière. De telles actions tenteront probablement de déstabiliser l'environnement électoral au Canada afin de forcer des concessions politiques.

Impératifs politiques

En concevant une réponse politique à l'ingérence étrangère, le gouvernement du Canada doit veiller à éviter la politisation et à prendre en compte le rôle des technologies émergentes. S'il ne le fait pas, la politique pourrait par inadvertance intensifier l'influence étrangère, en particulier parmi les groupes mécontents. Pour étayer ces craintes, l'examen des récentes élections en Roumanie et en Allemagne peut donner un aperçu de la manière dont les erreurs politiques peuvent être évitées.

Roumanie : consolidation involontaire

Bien que les principaux partis politiques roumains [restent opposés](#) à l'adhésion à Moscou, les mouvements pro-russes ont réussi à exploiter le sentiment anti-establishment. Plus récemment, [l'annulation de l'élection présidentielle](#) a illustré l'importance de la perception du public dans la gestion de la désinformation.

Bénéficiant d'une campagne d'influence russe, le candidat indépendant Calin Georgescu a réussi à [remporter 23 % des voix au premier tour](#), dans une surprise colossale, alors que la plupart des sondages s'attendaient à ce qu'il obtienne un résultat à un chiffre. En utilisant des plateformes de médias sociaux

telles que [TikTok](#) et [Telegram](#), Georgescu a mené une campagne réactionnaire qui mettait en avant diverses théories du complot et [l'opposition à l'aide militaire ukrainienne](#). En outre, l'inspection des sources partagées sur ses profils de médias sociaux a révélé que de nombreux documents partagés par Georgescu étaient [directement liés à des organes financés par le Kremlin](#).

À la suite d'une enquête, la Cour constitutionnelle de Roumanie a [officiellement annulé les résultats du premier tour le 2 décembre](#), citant des irrégularités financières dans la campagne de Georgescu. Cette décision a été accueillie par des manifestations de masse et condamnée même par l'opposante libérale de Georgescu au second tour, [Elena Lasconi](#). En mars 2025, les autorités roumaines ont officiellement interdit à Georgescu de participer au [nouveau tour des élections](#), ce qui a suscité de vives critiques de la part de ses partisans et a [consolidé](#) son soutien à d'autres partis politiques anti-establishment. En conséquence, on peut affirmer que les risques de désinformation en Roumanie ont augmenté.

Tirant les leçons de cette affaire, les autorités canadiennes devraient veiller à ce que les partis politiques représentés puissent participer à l'avance à l'élaboration des politiques. Compte tenu de la polarisation actuelle de l'environnement politique, les accusations de partialité de la part des institutions publiques ne feront que [diminuer la confiance](#) dont elles jouissent de la part du public. En outre, comme l'a démontré l'affaire Georgescu, les mesures rétroactives visant à protéger les processus électoraux auront un effet catastrophique, accréditant les récits de désinformation. Par conséquent, gagner la confiance des parties prenantes représentées au Parlement devrait contribuer à minimiser la politisation de la sécurité des élections et le soutien viscéral aux agents étrangers accusés.

Allemagne - Amplification par la technologie

Les récentes élections en Allemagne offrent une étude de cas intéressante sur la manière dont les technologies perturbatrices, à savoir l'IA générative, jouent un rôle substantiel dans les campagnes d'influence étrangères. Bien que le [soutien populiste américain](#) à l'extrême droite ait été largement couvert, la prévalence des titres générés par l'IA et des [médias visuels synthétiques](#) pose un risque plus important pour l'intégrité des élections.

L'utilisation de contenus d'information falsifiés pour influencer les élections n'est pas un phénomène nouveau. Toutefois, l'utilisation de ce type de contenu est devenue plus sophistiquée et plus efficace grâce aux outils d'intelligence artificielle et à la falsification des marques. Lors des élections allemandes, des initiatives soutenues par la Russie, telles que *Doppelgänger*, ont [activement cloné](#) l'image de marque et les profils d'organismes d'information de premier plan afin de diffuser de faux récits. En conséquence, de nombreux électeurs [ont été exposés](#) à des contenus présentant un vernis de crédibilité et accusant des hommes politiques de corruption et d'indécence, ce qui a donné un élan historique à des mouvements soutenus par l'étranger, tels que l'Alternative für Deutschland.

Si [l'interdiction des médias d'État](#) s'est avérée efficace au Canada, la prévalence de ces vecteurs de désinformation sur le web pose un plus grand défi en termes de réglementation. Compte tenu de leur grande capacité de reproduction, il ne sera pas possible de les suivre à la trace ou d'en restreindre l'accès de manière efficace. Pour contrer cette tendance, les autorités canadiennes devraient s'attacher à renforcer le discernement de l'électorat en matière d'IA et à promouvoir l'éducation aux médias.

Recommandations

Campagnes de sensibilisation du public améliorées

La première stratégie du gouvernement du Canada devrait consister à étendre ses [campagnes de relations publiques existantes](#) afin d'y intégrer des stratégies permettant de reconnaître les [contenus générés par l'IA](#). En tant [qu'arme émergente de désinformation](#) utilisée par la Russie et la Chine, il est souhaitable que le public comprenne la technologie et ses traces pour résister à l'influence étrangère.

Une campagne de mise à jour pourrait par exemple consister à diffuser côte à côte des vidéos standard et des [images truquées](#) afin de fournir aux citoyens un point de référence efficace leur permettant de faire la différence. Il est difficile de faire de même pour les sons générés par l'IA, mais la clarté du son et les changements de tonalité qui s'écartent de la parole naturelle peuvent [le démontrer](#). En outre, la collaboration avec le secteur technologique, les établissements d'enseignement et les journalistes pourrait permettre de concevoir des campagnes qui touchent un large éventail de citoyens. Ces partenariats auraient également l'avantage de diversifier les canaux gouvernementaux, ce qui contribuerait à attirer les groupes démographiques mécontents. En favorisant un engagement et une sensibilisation maximums, l'électorat canadien peut renforcer sa protection contre la désinformation générée par l'IA.

Renforcer les pouvoirs d'Élections Canada

En tant que seule autorité chargée de statuer sur le processus électoral, il convient de confier toute autorité supplémentaire en matière de sécurité à [Élections Canada](#), qui relève de la [Chambre des communes](#). Responsable devant la Chambre des communes plutôt que devant le Premier ministre, ce rôle bénéficie d'un niveau unique de consentement populaire parmi les rôles bureaucratiques de l'État fédéral. En revanche, le fait de confier des pouvoirs centrés sur les élections à des organisations de sécurité nationale donnerait une impression d'autoritarisme et nuirait à la légitimité des politiques de sécurité électorale mises en place.

En substance, Élections Canada devrait veiller à ce que la surveillance des processus démocratiques soit cohérente à tous les niveaux de gouvernement grâce à une coopération et une application accrues. Par exemple, la création d'un conseil entre les autorités électorales provinciales et Élections Canada faciliterait le partage des informations relatives à la sécurité électorale et permettrait un suivi à plus petite échelle que l'organisation fédérale pourrait ne pas être en mesure d'accomplir. En outre, l'approfondissement de la coopération avec [le Centre d'analyse des déclarations d'opérations financières \(CANAFE\)](#) en vue de détecter un éventuel financement illicite des campagnes électorales aiderait à déterminer si des acteurs étrangers allouent des ressources à des projets d'ingérence.

D'autres avantages pourraient résulter de l'établissement d'une norme fédérale pour les processus internes des partis, garantissant une norme de sécurité commune et un système de vote pour les élections des dirigeants. Ce système pourrait être mis en place avec la participation des autorités provinciales, qui conserveraient les pouvoirs d'exécution sur leurs propres activités électorales.

Mesures de cohésion civique

Étant donné que plusieurs stratégies d'ingérence mettent l'accent sur l'exploitation de la politique de la diaspora, la stratégie poursuivie par le gouvernement devrait viser à consolider la tradition canadienne de multiculturalisme. Plus précisément, le gouvernement devrait adopter des mesures de coopération

en consultation avec les groupes de la société civile et les médias de la diaspora basés au Canada. En contrant efficacement les messages de désinformation dans les sphères de la diaspora avec une présence pro-canadienne, la diversité de la population peut être considérée comme un facteur de protection plutôt que comme une vulnérabilité.

La pierre angulaire de cette proposition de politique consiste à développer des communications stratégiques traduites, similaires au [mécanisme de réaction rapide \(MRR\)](#), dans la langue maternelle des communautés de la diaspora, afin de faciliter à la fois la sensibilisation et la participation démocratique. Cela peut aller de la publicité d'Élections Canada à la traduction, dans la langue des communautés ciblées, de campagnes d'information du public sur les risques de désinformation. Il peut s'agir de campagnes en mandarin ou en hindi, par exemple. L'utilisation de systèmes de traduction par IA générative pourrait faciliter la production par le gouvernement de ces publicités en temps réel, au fur et à mesure que de nouveaux récits s'imposent dans les sphères médiatiques.

Enfin, il serait souhaitable d'établir un conseil d'engagement civique avec les leaders des communautés minoritaires et les organisations culturelles pour renforcer la promotion de l'identité pancanadienne et du multiculturalisme. Avec des antennes dans chaque province, la coordination des communications stratégiques pourrait être améliorée pour répondre à la menace de la désinformation au niveau local et étendre la couverture des campagnes en cours.